

The Scope and Implications of Developing a Mechanism to Prevent the Illicit Brokering in Small Arms

The General Assembly adopted resolution 59/86, entitled “The Illicit Trade in Small Arms and Light Weapons in All Its Aspects”, requesting the Secretary-General to establish a group of governmental experts to consider further steps to enhance international cooperation in preventing, combating and eradicating illicit brokering in small arms and light weapons.

In connection with this, UNIDIR, the UN Department for Disarmament Affairs and the Small Arms Survey cooperated to compile a comparative study that could serve as a comprehensive source of information on existing laws, regulations or reports on brokering in SALW, and that would highlight different alternatives on how to regulate brokering and compare the merits of these alternatives.

The study, conducted under the auspices of the Coordinating Action on Small Arms (CASA), should enhance the understanding of brokering issues and is intended as a practical tool to assist Member States and United Nations agencies. The study compiled existing reports and studies, as well as regional agreements and national laws or regulations relating to brokering; analysed brokering issues; compared and analysed existing instruments; and explored possible alternatives for regulating brokering activities.

For more information, please contact:

Nicolas Gérard

Tel: +41 (0)22 917 11 49

Fax: +41 (0)22 917 01 76

ngerard@unog.ch

UNIDIR
United Nations Institute
for Disarmament Research
Palais des Nations A.522
1211 Geneva 10
Switzerland

Portée et conséquences d'un mécanisme pour prévenir le courtage illicite des armes légères

L'Assemblée générale a adopté la résolution 59/86 intitulée « Le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects », par laquelle elle prie le Secrétaire général d'établir un groupe d'experts gouvernementaux pour examiner de nouvelles mesures à prendre pour renforcer la coopération internationale en vue de prévenir, combattre et éliminer le courtage illicite des armes légères.

Dans ce contexte, l'UNIDIR, le Département des affaires de désarmement de l'ONU et Small Arms Survey ont coopéré pour établir une étude comparative qui pourrait être une source d'information sur les lois et réglementations existantes et sur les rapports concernant le courtage des armes légères, et qui mettrait en avant différentes possibilités pour réglementer le courtage tout en comparant les avantages des différentes options.

Cette étude, menée sous l'égide du Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères, devrait permettre une meilleure compréhension des questions de courtage et se veut un outil pratique pour les États Membres et les organismes des Nations Unies. L'étude a passé en revue des rapports et des études, ainsi que les accords régionaux et les lois et réglementations nationales relatives au courtage ; elle analyse les problèmes que pose le courtage ; compare et analyse les instruments existants ; et propose d'autres options pour réglementer les activités de courtage.

Pour plus d'informations, veuillez vous adresser à :

Nicolas Gérard

Tél : +41 (0)22 917 11 49

Fax : +41 (0)22 917 01 76

ngerard@unog.ch

UNIDIR

Institut des Nations Unies
pour la recherche sur le désarmement
Palais des Nations A.522
1211 Genève 10
Suisse